

La CGT insertion probation

UFSE-CGT - case 542 - 263 rue de Paris 93514
Montreuil cedex tel 01 55 82 89 69 /71

La CGT est une confédération de syndicats qui regroupent 800 000 salariés. Nous savons nous appuyer sur cette solidarité, ce réseau et sur la formation dispensée aux élus.

La CGT insertion probation regroupe l'ensemble des syndicats locaux du territoire national implantés dans les Services Pénitentiaires d'insertion et de probation. Une coordination nationale est composée de 23 membres et d'un bureau de 4 membres élus en son sein. Cette structure crée les conditions d'un travail syndical émanant des terrains, se détachant d'une organisation hiérarchique calquée sur l'administration pénitentiaire. La CGT insertion probation est un outil au plus près des personnels qui ont voté pour la CGT aux dernières élections professionnelles. Organisation représentative, elle siège localement dans les comités techniques, instances qui doivent être consultées pour toutes les questions liées au fonctionnement, à l'organisation du service, au temps de travail, à la santé au travail, à l'évolution des méthodes de travail ... Au niveau national la CGT siège dans toutes les instances et est la première organisation dans les SPIP en occupant la moitié des sièges (37,18%) et à la CAP des CPIP avec 3 sièges sur 5 (47,79%)

L'union nationale des syndicats de la CGT insertion probation a comme objectif de porter les revendications et travaux des syndicats, de relayer leur activité au niveau national et d'être l'interlocuteur de l'administration centrale.

REVENDICATIONS Personnels des SPIP

EMPLOI

- Un plan de recrutement pluri-annuel de travailleurs sociaux basé sur un effectif ciblé, lui-même déterminé par un ratio de 40 personnes prises en charge par travailleur social
- Un plan de recrutement conséquent de personnels administratifs
- L'élaboration d'organigrammes de référence par antenne
- L'instauration d'un TCCBS permettant de pallier les congés formation, maternité, longue maladie ...

MOYENS BUDGETAIRES

- Des moyens humains et matériels et des lignes de crédit pour le budgets d'insertion dignes d'un service public respecté et respectable
- L'augmentation des budgets de fonctionnement et d'intervention des SPIP et leur réapparition équitable entre les services

FORMATION

- Une formation de qualité privilégiant la connaissance des publics, les techniques d'entretien et la déontologie
- Une plus grande place accordée à l'avis des terrains de stage pour l'évaluation des stagiaires
- Le maintien des primes pendant la période de formation
- Le respect du droit à la formation tout au long de la vie professionnelle

La CGT Repères

2008 Une mobilisation historique pour une revalorisation

Le 5 juin 2008, plus du tiers de la profession est dans la rue. La mobilisation oblige l'administration à retirer son projet initial de réforme statutaire, qui n'accorde aucune revalorisation. La CGT refuse de signer le protocole de 2009 qui brade nos missions et maintient la pression sur le statut et les missions.

2011 Un mouvement de fond suite à l'affaire Pornic

Le mouvement large et unitaire des personnels de la Justice permet de rétablir la vérité face aux mensonges de Sarkozy. La manifestation unitaire du 29 mars 2011 est une démonstration de force des personnels de la Justice, à laquelle la CGT contribue largement.

2012-2015 Des combats au quotidien

La lutte et la victoire contre le Diagnostic à Visée Criminologique (DAVC), la mobilisation contre ORIGINE, l'abrogation du jour de carence dans la Fonction Publique, le maintien des antennes et des résidences administratives, l'absence de segmentation des suivis, la mobilisation victorieuse contre la privatisation de la probation, les créations d'emplois, la lutte pour la reconnaissance d'un ratio de prise en charge par travailleur social, le combat contre la préaffectation, système désastreux de formation, pour le maintien de la dimension sociale de nos métiers et le renforcement de notre rôle propre dans l'appréciation des situations.

2016 Une lutte gagnante historique

La mobilisation massive pendant plusieurs mois des personnels des SPIP et la manifestation du 10 mai 2016 qui réunit un tiers de la profession établissent un rapport de force permettant l'aboutissement d'une grande part des revendications: abandon de la pré-affectation, augmentation du régime indemnitaire de la filière insertion probation, recrutements supplémentaires, et accès à la catégorie A pour les conseiller.e.s pénitentiaires d'insertion et de probation (revalorisation d'une profession à 75% féminine)...

ORGANISATIONS DE SERVICE

- L'instauration d'espaces d'échange autour des suivis: supervisions, analyses des pratiques, formations internes...
- Une réflexion sur la pluridisciplinarité dont le préalable est la création des conditions favorables à la mise en place d'équipes pluridisciplinaires dans les SPIP, dont l'action doit exclusivement porter sur la réponse aux besoins des publics pris en charge.
- Des organisations de service négociées avec les personnels, qui intègrent la question de la santé au travail
- Le respect du temps de travail et des chartes des temps
- Une véritable gestion des services de ressources humaines dignes de ce nom dans les SPIP
- Une répartition équitable de la charge de travail au sein des services sur la base de critères clairs et transparents

NOUS COMBATTONS

Le statut spécial archaïque qui bafoue le droit de grève et les droits de la défense

La modernisation de l'action publique qui se traduit par des privatisations, des délégations de missions, des restructurations, le recours généralisé aux emplois précaires et à la réserve pénitentiaire

Les politiques sécuritaires qui privilégient le tout répressif

l'état d'exception permanent qui bafoue les libertés individuelles et collectives, qui instaure une société du soupçon



La CGT
1er syndicat
représentatif au
sein des
Services
Pénitentiaires
d'Insertion et
de Probation

La CGT insertion probation - UFSE - CGT case 542 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil cedex tel 01 55 82 89 69 /71 spip.cgt@gmail.com - www.cgtspip.org

Ne pas accepter l'inacceptable

- politique du tout carcéral
- conditions de détention indignes
- extension du contrôle social au détriment des solidarités
- dévoiement de nos missions à des fins de renseignement

Donner du sens au travail

- souligner l'approche éducative de nos missions
- ni flux, ni stock, une approche personnalisée
- pas de contrôle sans accompagnement social

Libérer la parole

- échanger hors des cadres imposés
- rompre l'isolement
- réfléchir sur le contexte social, pénal
- être présent dans les collectifs

Faire valoir ses idées

- construire des revendications
- être représenté dans les instances
- participer à l'organisation des services

STATUTAIRE

- La revalorisation de tous les statuts (passage en catégorie A type pour les travailleurs sociaux...)
- Une égalité salariale entre les femmes et les hommes par la revalorisation des professions féminisées et dans l'accès aux responsabilités
- L'égalité de traitement pour le calcul de la retraite des ASS ayant intégré le corps de CPIP
- La réévaluation de l'ISS, l'obtention de l'ICP et leur intégration dans le traitement de base
- La transformation de la NBI en points d'indice pour tous
- La fin de l'emploi précaire et la titularisation de l'ensemble des contractuels
- La création d'un statut de psychologue sans article 10 avec un temps FIR et un respect de l'éthique professionnelle

MISSIONS

- La reconnaissance du caractère régalién des missions du SPIP
- La reconquête d'une plus grande autonomie
- Le respect de notre identité professionnelle et notre réel savoir-faire : le travail éducatif visant la responsabilisation et la réinsertion des personnes suivies, l'accompagnement tout au long de la mesure, le travail sur l'histoire de vie et le passage à l'acte, les échanges transversaux avec les partenaires